

LE DIRECTEUR ET L'ENSEMBLE DU PERSONNEL DE L'AGENCE IEOM DE NOUMEA VOUS PRESENTENT LEURS MEILLEURS VŒUX POUR L'ANNEE 2013

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 10 janvier 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « les taux d'inflation ont diminué au cours de ces derniers mois comme prévu, et devraient rester en deçà de 2 % cette année. (...). La faiblesse de l'activité dans la zone euro devrait se prolonger sur 2013. (...). Une reprise progressive devrait s'amorcer plus tard en 2013. Les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeurent orientés à la baisse ».

M. Draghi a également souligné qu'« afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans la zone euro, il est essentiel de continuer à renforcer la capacité de résistance des banques chaque fois qu'il y a lieu. (...) Des mesures décisives pour la mise en place d'un cadre financier intégré permettront d'atteindre cet objectif. Le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) en est l'une des pierres angulaires. Il s'agit d'une avancée capitale en vue d'une reprise du processus d'intégration du système bancaire ».

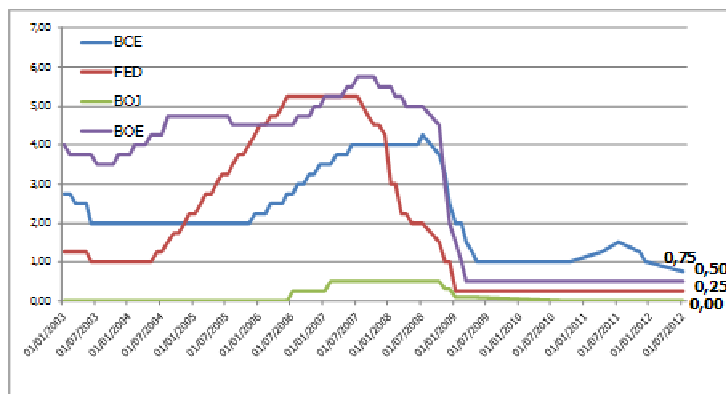
Union économique et bancaire

Au cours du Conseil européen du 13 décembre 2012, les ministres des finances ont finalisé l'accord sur la supervision bancaire européenne relatif au mécanisme européen de résolution des crises bancaires et la garantie commune des dépôts qui entreront en vigueur respectivement fin 2013 et début 2014. S'agissant de la supervision bancaire, il a été convenu qu'une large partie du secteur bancaire de la zone euro restera sous le contrôle des autorités nationales et que 150 à 200 établissements passeront sous le contrôle direct de la BCE, en fonction de leur taille et de leur poids dans l'économie nationale.

La Fed lance un nouveau programme de rachat d'actifs

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu, le 12 décembre 2012, son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. La Fed a annoncé le lancement d'un nouveau programme de rachats de Bons du Trésor à long terme à partir de janvier 2013 à hauteur de 45 milliards de dollars afin de soutenir l'économie. Ces rachats succéderont à « l'opération Twist » qui s'est achevée au 31 décembre 2012. Ils s'ajouteront aux 40 milliards de dollars de titres adossés aux créances hypothécaires qu'elle rachète tous les mois depuis septembre 2012.

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 132 600 fin novembre 2012, soit une hausse de 0,9 % sur un mois en données CVS-CJO (+29 300 personnes). Sur un an, il croît de 10,8 % (+12,6 % pour les hommes et +8,8 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 17,5 %.

Légère hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 11,8 % en novembre 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à octobre. Il était de 10,6% en novembre 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,7 % en novembre 2012. Il était de 10 % en novembre 2011.

Inflation

Baisse des prix en France au mois de novembre

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France diminue de 0,2 % en novembre 2012 ; sur un an, il croît de 1,3 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 0,7 % en glissement annuel.

Stabilité de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,2 % en décembre 2012, stable par rapport à novembre.

Conseil de surveillance de l'IEOM

Nouvelle gamme de billets F CFP : adoption du calendrier

Le Conseil de surveillance de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) s'est réuni le 18 décembre 2012. Le calendrier de l'opération concernant la nouvelle gamme de billets en francs CFP a été approuvé. Le Conseil a ainsi décidé que : (I) la nouvelle gamme sera mise en circulation à partir du 20 janvier 2014, (II) la période de double circulation des billets de l'ancienne et de la nouvelle gamme durera jusqu'au 30 septembre 2014 et (III) les billets de l'ancienne gamme seront échangeables sans limitation de durée. Le Conseil a également analysé la situation monétaire et bancaire des collectivités d'outre-mer du Pacifique ainsi que le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers. Il a décidé de maintenir inchangé l'ensemble des taux de l'IEOM, de proroger jusqu'au 31 décembre 2013 les mesures d'assouplissement du dispositif de la facilité de prêt marginal et de l'élargir aux créances de niveau 4 de son échelle de cotation.

Actualité bancaire

Bâle III

Le Comité de Bâle a annoncé le 14 décembre 2012 que onze juridictions membres respecteront le calendrier de mise en œuvre du dispositif de Bâle III au 1^{er} janvier 2013. Sept autres juridictions, dont les Etats-Unis et l'Union européenne, se sont engagées à finaliser leur réglementation dans les meilleurs délais.

Le 7 janvier 2013, le Comité de Bâle a publié la version révisée du Ratio de liquidité à court terme adoptée par le Groupe des gouverneurs de banque centrale et des responsables du contrôle bancaire (GHOS). L'entrée en vigueur de ce ratio s'échelonne entre le 1^{er} janvier 2015 et le 1^{er} janvier 2019.

Les communiqués de presse sont disponibles sur :

http://www.bis.org/press/p121214a_fr.pdf et http://www.bis.org/press/p130107_fr.pdf

Droit bancaire et financier

Le décret n° 2012-1452 du 24 décembre 2012 portant actualisation du droit bancaire en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna a été publié au JORF du 27 décembre 2012. Le texte étend les décrets n° 2012-100, n° 2012-101 et 2012-297 relatifs à l'immatriculation au registre ORIAS (Organisme pour le registre des intermédiaires en assurance) des intermédiaires en opérations de banque et en services de paiement, des conseillers en investissement et agents liés, ainsi que les dispositions de décret n° 2012-147 relatif à l'agrément des associations sans but lucratif pour effectuer des opérations de crédit.

Banque publique d'investissement (BPI)

La loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la BPI ainsi que la loi organique n° 2012-1557 du 31 décembre 2012 relative à la nomination des dirigeants de BPI-Groupe ont été publiées au JORF du 1^{er} janvier 2013.

Livret A

Le décret n° 2012-1145 du 24 décembre 2012 portant relèvement de 25 % du plafond du livret A à 22 950 euros au 1^{er} janvier 2013 a été publié au JORF du 25 décembre 2012.

Activités bancaires

Le projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires a été présenté en Conseil des ministres du 19 décembre 2012 et déposé le jour même à l'Assemblée nationale.

Microcrédit

Banque de France

La Banque de France a organisé le 12 décembre 2012 en collaboration avec le Comité consultatif du secteur financier un colloque sur « le microcrédit accompagné ». Les discussions ont porté sur : le microcrédit accompagné (nature, performance, régulation), le rôle du microcrédit accompagné dans la prévention du surendettement, les liens du microcrédit accompagné avec l'accessibilité bancaire.

Outre-mer

Lutte « contre la vie chère »

Le décret n° 2012-1459 relatif aux accords annuels de modération de prix de produits de grande consommation dans les DOM, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Wallis-et-Futuna a été publié au JORF du 27 décembre 2012.

Nomination

Médiation du crédit

Mme Jeanne-Marie Prost, médiatrice nationale déléguée, a été nommée Médiatrice nationale du crédit, en remplacement de Gérard Rameix.

2 – Actualité régionale

La BoJ maintient le statu quo monétaire et augmente son programme de rachats d'actifs

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 20 décembre 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Le Comité a décidé d'augmenter sa politique de rachats d'actifs de 10 milliards de yens pour le porter à 101 milliards de yens afin de soutenir l'activité économique. Le nouveau Premier ministre a demandé à la BoJ d'adopter une politique monétaire plus accommodante pour relancer l'économie et de relever son objectif d'inflation à 2 % et annoncé un plan de relance de l'économie de 10 300 milliards de yens.

En novembre 2012, la production industrielle du Japon a baissé de 1,7 % sur un mois et reculé de 5,8 % sur un an. Hors énergie et alimentation, les prix à la consommation ont stagné sur un mois et reculé de 0,5 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 0,2 % sur un an.

Le taux de chômage est estimé à 4,1 %, en baisse de 0,1 point par rapport à octobre. En novembre 2012, les exportations diminuent de 0,1 point par rapport à octobre tandis que les importations ont cru de 4,3 %. En novembre 2012, le déficit commercial a atteint 7,8 milliards d'euros.

Le taux de chômage est estimé à 4,1 %, en baisse de 0,1 point par rapport à octobre. En novembre 2012, les exportations diminuent de 0,1 point par rapport à octobre tandis que les importations ont cru de 4,3 %. En novembre 2012, le déficit commercial a atteint 7,8 milliards d'euros.

Rebond de l'activité en Chine

Au mois de novembre 2012, la production industrielle a augmenté de 10,1 % en glissement annuel après 9,6 % en octobre. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 2 % sur un an. En novembre 2012, les exportations ont progressé de 2,9 % sur un an et les importations sont restées stables.

L'excédent commercial s'élève à 19,6 milliards de dollars contre 32 milliards au mois d'octobre.

Les autorités chinoises ont annoncé l'approfondissement des réformes en 2013 ainsi que l'ouverture du marché domestique pour développer la demande intérieure.

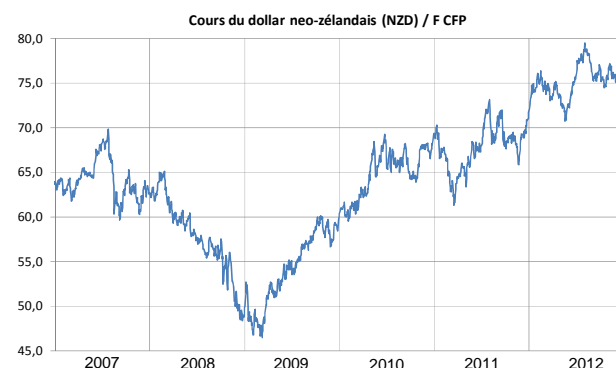
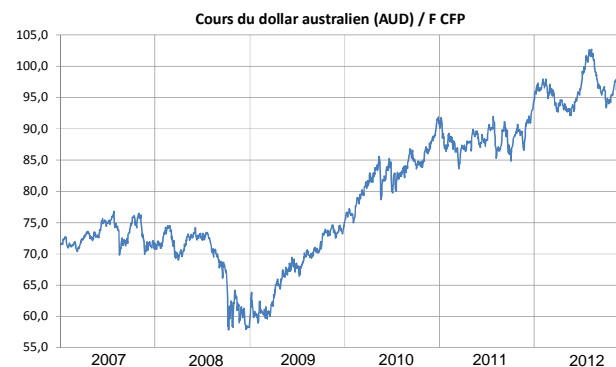
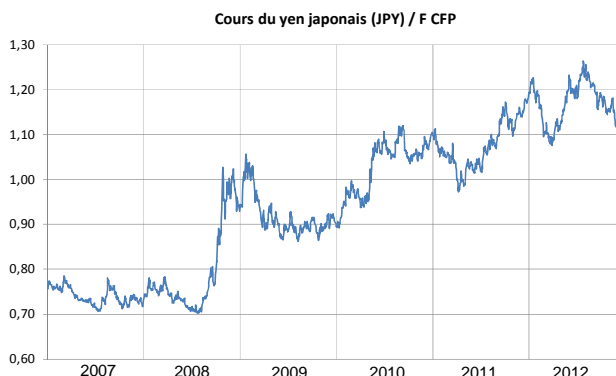
Australie : dégradation du solde commercial

Le déficit commercial australien se creuse de 13,6 % (CVS) au mois de novembre 2012, passant de -1 274 à -1 447 millions de dollars australiens. Les importations augmentent de 1,8 % en lien avec l'achat de biens de consommation (+2,9 %) et de biens intermédiaires (+4,6 %). Les exportations, en hausse de +1,1 % CVS grâce aux exportations de minerais (+6,2 %) et de machines (+17 %), ont été limitées par la baisse des exportations de métaux (- 8,8 %) et de combustibles (-2,9 %).

En décembre, le dollar australien s'est apprécié de 1,5 % par rapport au F CFP. Afin de relancer la croissance du pays, la Banque centrale australienne (RBA) a décidé le 5 décembre d'abaisser son principal taux directeur de 0,25 point pour le ramener à 3 %, soit son plus bas niveau depuis septembre 2009.

En Nouvelle-Zélande, le secteur du bâtiment soutient l'activité économique

Au troisième trimestre, le PIB de Nouvelle-Zélande a progressé de 0,2 %, après une hausse de +0,3 % au trimestre précédent. Cette évolution est tirée essentiellement par l'activité du secteur du bâtiment (+4,5 %), particulièrement dynamique dans les zones de Canterbury et Auckland. En revanche, l'activité dans les secteurs de la production agricole et manufacturière recule respectivement de -1,1 % et -2,8 %. En glissement annuel, la croissance du PIB s'établit à +2 %. La Banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 6 décembre, de laisser son taux directeur inchangé à 2,50 %.



3 – Brèves économiques locales

Création d'une commission spéciale chargée du drapeau du pays

Le 27 décembre, le Congrès a validé la création en 2013 d'une commission spéciale chargée de rechercher le drapeau du pays, comme cela avait été convenu au cours de la réunion du Comité des signataires, le 6 décembre 2012. Cette commission, composée des représentants des différents groupes politiques, devrait lui soumettre un drapeau commun avant mai 2014.

Adoption des budgets primitifs des provinces

Le budget primitif 2013 de la province Sud a été voté le 18 décembre par son assemblée. Il s'élève à 59 milliards, soit +3,5 % par rapport à 2012. Les principaux axes d'intervention sont les aides sociales et la santé publique (23 % du budget), l'enseignement (11 %) et l'emploi (9 %). Les investissements sont orientés vers l'amélioration des conditions de circulation (6 %) et le soutien aux investissements des communes (3 %).

Le 20 décembre, les élus de la Province Nord ont adopté à l'unanimité le budget primitif 2013 pour un montant de 33,6 milliards (+2,5 % par rapport à 2012). La part allouée aux dépenses de fonctionnement représente 77 % du budget (+ 1,6 % par rapport à 2012) et l'investissement 22 % (+5,7 %). 5,8 milliards seront dédiés aux aides sociales et l'investissement sera orienté vers l'habitat et les travaux d'infrastructures.

Le budget primitif de la province des Iles s'élève, quant à lui, à 18,6 milliards en 2013 (+5,7 % par rapport à 2012). Les investissements sont prévus en hausse de +5 %, portant essentiellement sur la construction et la rénovation de logements sociaux, le développement des infrastructures portuaires (wharf), la rénovation et la mise aux normes des aéroports, infrastructures sportives et routières.

Mise en place du dispositif « Écocash »

Dans le cadre de la lutte contre la vie chère, le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a approuvé, le 12 décembre 2012, la mise en place du dispositif « écocash » permettant aux ménages de bénéficier d'une prime d'un montant maximal de 100 000 F CFP pour l'achat d'un chauffe-eau solaire, soit environ 25 % de son prix d'achat.

Visite officielle du secrétaire d'Etat australien aux Affaires étrangères

M. Richard Marles, secrétaire d'Etat australien aux Affaires étrangères et aux Iles du Pacifique, a effectué une visite officielle en Nouvelle-Calédonie du 12 au 13 décembre, dans le but de renforcer les relations économiques entre les deux territoires. Les discussions ont porté sur la possibilité de développer des partenariats commerciaux permettant d'accroître les échanges entre les deux pays et d'intensifier le tourisme australien en Nouvelle-Calédonie. Afin de poursuivre cette réflexion, les deux parties ont convenu de constituer un groupe de travail commun.

Visite officielle de l'ambassadeur du Japon en France

Ichiro Komatsu, ambassadeur du Japon en France, était présent le 14 décembre lors de la commémoration du 120^e anniversaire de la présence japonaise en Nouvelle-Calédonie. Il a ainsi assisté à l'inauguration du Mémorial Japonais au cimetière communal de Thio. Le Japon est le premier client de la Nouvelle-Calédonie, avec 20 % du total des exportations en 2011. La même année, la Nouvelle-Calédonie a accueilli près de 18 500 touristes japonais, soit 16,5 % de la fréquentation touristique.

Des aides exceptionnelles pour les communes touchées par la dépression tropicale Freda

Entre le 2 et le 3 janvier, la dépression tropicale Freda a traversé les îles Loyautés, le nord et la côte Est de la Nouvelle-Calédonie, engendrant de nombreux dégâts. Le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a décidé d'octroyer des aides exceptionnelles de 10 millions de F CFP pour les communes de Thio, Canala, Houaïlou et Kouaoua. Par ailleurs, le député Philippe Gomès a sollicité le concours de l'Etat dans la reconstruction des infrastructures endommagées.

Publication

L'IEOM vient de publier la note expresse n°72 « Tendances conjoncturelles », ainsi que ses annexes statistiques. Ces documents sont disponibles en téléchargement gratuit à l'aide du lien suivant : http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne79_tendances_tendances_conjoncturelles_3t2012_nc.pdf

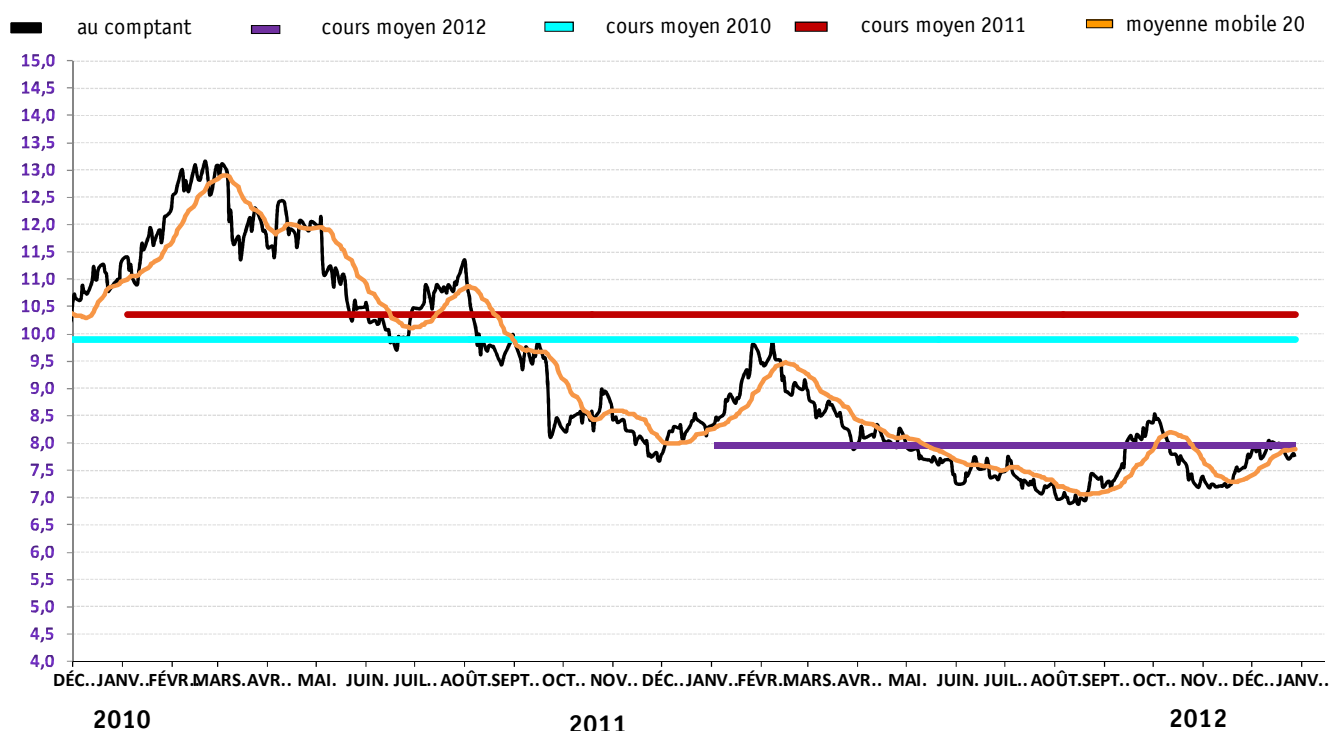
L'IEOM vient aussi de publier son bulletin trimestriel financier et bancaire pour le 3^e trimestre, disponible à l'adresse suivante : http://www.ieom.fr/IMG/pdf/bt-nc_2012_3t_monetaire.pdf

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		déc.-12	104,3	0,3%	1,6%
Nombre de demandeurs d'emploi		nov.-12	5 819	-3,8%	-8,9%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	nov.-12	8 396	-18,0%	-2,5%
	cumulées	nov.-12	109 237	-	-14,8%
Importations	mensuelles	nov.-12	28 379	18,0%	3,1%
	cumulées	nov.-12	280 026	-	-3,8%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		déc.-12	7,89	6,8%	-4,1%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		déc.-12	718	4,6%	-3,8%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	nov.-12	313	-51,1%	-33,6%
	cumulées	nov.-12	4 017	-	1,8%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	nov.-12	4 632	-19,5%	27,1%
	cumulées	nov.-12	55 778	-	3,7%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	nov.-12	10 752	0,5%	-0,2%
	cumulés	nov.-12	99 886	-	0,5%
• Nuitées	mensuels	sept.-12	51 345	-2,5%	-15,8%
	cumulés	sept.-12	465 366	-	-3,1%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		sept.-12	61,30%	+ 6,2 pt	- 5,4 pt
• Croisiéristes		sept.-12	193 116	-	12,1%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	déc.-12	9 317	-20,0%	-15,5%
	cumulées	déc.-12	124 137	-	-16,0%
• Index BT 21 (p)		nov.-12	146,91	-0,1%	5,5%
• IRL (p)		nov.-12	117,26	0,3%	3,2%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	nov.-12	0	-100,0%	-
	cumulées	nov.-12	817	-	16,9%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	nov.-12	0	-100,0%	-
	cumulées	nov.-12	1 145	-	14,4%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	nov.-12	518	-17,3%	-9,9%
	cumulées	nov.-12	6 818	-	-0,7%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	nov.-10	nov.-11	nov.-12	var 11/10	var 12/11
Circulation fiduciaire	13 794	14 849	16 307	7,6%	9,8%
Dépôts à vue	214 864	232 075	244 757	8,0%	5,5%
Total M1	228 658	246 924	261 064	8,0%	5,7%
M2-M1	91 030	98 150	103 968	7,8%	5,9%
Total M3	494 582	517 958	582 168	4,7%	12,4%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-10	sept.-11	sept.-12	var 11/10	var 12/11
Entreprises	392 660	411 992	452 920	4,9%	9,9%
Ménages	350 664	379 327	400 092	8,2%	5,5%
Collectivités locales	44 359	48 002	54 158	8,2%	12,8%
Autres agents de CCB non ventilés	11 727	13 066	14 525	11,4%	11,2%
Total encours sain	799 410	852 388	921 695	6,6%	8,1%
Créances douteuses brutes	15 979	19 237	19 317	20,4%	0,4%
Total encours brut	815 389	871 625	941 012	6,9%	8,0%

Interdits bancaires

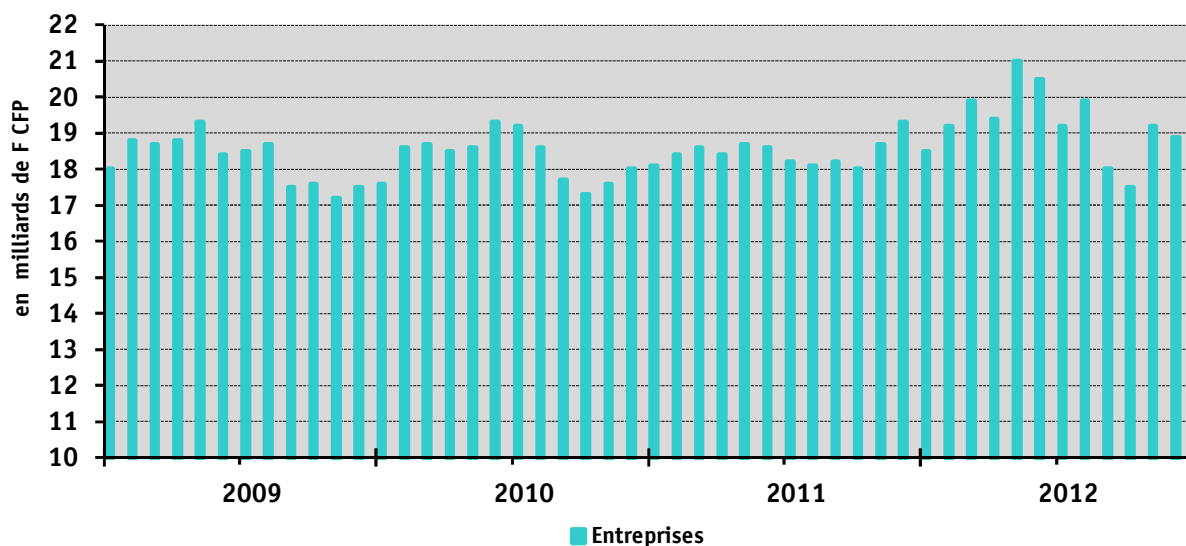
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	déc.-12	7 173	0,4%	11,3%
	dont personnes physiques	déc.-12	6 374	0,3%	11,3%
	dont personnes morales	déc.-12	799	1,1%	12,1%

Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	déc.-12	15 333	0,3%	7,5%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	déc.-12	5 050	-1,2%	17,1%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	déc.-12	18,9	-1,6%	-2,2%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	Var .
Indice des prix à la consommation	déc	102,63	104,30	1,6%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	déc	53 453	56 275	5,3%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	déc	47 233	50 348	6,6%
créations d'entreprises	sept	3 985	3 917	-1,7%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 210	2 273	2,9%
liquidations judiciaires (nb)	sept	85	100	17,6%
redressements judiciaires (nb)	sept	63	86	36,5%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc	713	799	12,1%
ventes de ciment local (tonnes)	déc	145 654	124 053	-14,8%
importations de ciment (tonnes)	déc	2 106	84	-96,0%
total ciment (tonnes)	déc	147 760	124 137	-16,0%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	22 456	25 091	11,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	déc	8 173	7 361	-9,9%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	nov	4 006	3 586	-10,5%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept	88 624	87 760	-1,0%
dont secteur privé	sept	64 049	62 772	-2,0%
dont secteur public	sept	24 575	24 989	1,7%
demandes d'emploi de fin de mois	oct	6 218	6 049	-2,7%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	oct	7 057	6 008	-14,9%
chômeurs indemnisés	nov	1 606	1 758	9,5%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	déc	828,4	887,6	7,1%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	5 729	6 374	11,3%
décisions retraits cartes bancaires	nov	2 739	3 043	11,1%
incidents paiements sur chèques	nov	24 596	32 547	32,3%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	nov	6 869	6 818	-0,7%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	nov	15 210	15 935	4,8%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	23 560	25 949	10,1%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	12 419	12 687	2,2%
Echanges				
nombre de touristes	nov	99 410	99 886	0,5%
nombre de croisiéristes	sept	172 270	193 116	12,1%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	sept	59,7%	57,2%	-2,6 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	déc	10,38	7,95	-23,4%
cours du nickel au LME en \$/lb	déc	8,23	7,89	-4,1%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	nov	3 946	4 017	1,8%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	nov	22 425	20 244	-9,7%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	nov	53 811	55 778	3,7%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	nov	96 771	80 820	-16,5%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	nov	699	817	16,9%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	nov	1 001	1 145	14,4%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	nov	120 197	102 209	-15,0%
part de ces produits dans le total des exportations	nov	93,7%	93,6%	-0,1 pt
total des importations (M FCFP)	nov	291 130	280 026	-3,8%
total des exportations (M FCFP)	nov	128 271	109 237	-14,8%
taux de couverture	nov	44,06%	39,01%	-5,1 pts
recettes douanières (M FCFP)	oct	37 974	41 360	8,9%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	nov	232 075	244 757	5,5%
M1	nov	246 924	261 064	5,7%
M2	nov	345 074	365 032	5,8%
Dépôts à termes	nov	172 749	217 095	25,7%
M3	nov	517 958	582 168	12,4%
P1	nov	3 848	3 812	-0,9%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	5,46%	5,36%	-0,10 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,58%	4,20%	-0,38 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,63 %	4,70 %	0,07 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	ns	ns	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	sept	871 625	941 012	8,0%
Ménages	sept	379 327	400 092	5,5%
dont crédits à la consommation	sept	71 197	73 407	3,1%
dont crédits à l'habitat	sept	302 839	320 413	5,8%
Entreprises	sept	411 992	452 920	9,9%
dont crédits d'exploitation	sept	74 862	86 910	16,1%
dont crédits d'investissement	sept	221 479	240 783	8,7%
dont crédits à la construction	sept	103 290	110 024	6,5%
Collectivités locales	sept	48 002	54 158	12,8%
dont d'investissement	sept	43 764	52 575	20,1%
Autres agents de CCB non ventilés	sept	13 066	14 525	11,2%
créances douteuses brutes	sept	19 237	19 317	0,4%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,2%	2,1%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	sept	630 461	671 642	6,5%
Ménages	sept	335 795	354 529	5,6%
Sociétés	sept	205 090	224 507	9,5%
Autres agents	sept	89 576	92 607	3,4%
dont assurances-vie	sept	99 647	101 536	1,9%

(p) : provisoire (a) : actualisé

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	3,50%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,55% à 5,00% (Taux SGFGAS à partir du 01/12/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire			
	31/12/2012	30/11/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08		taux	date d'effet	
EONIA	0,1310%	0,0770%	+ 0,054 pt	0,8170%	- 0,686 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001	
EURIBOR 1 mois	0,1090%	0,1130%	- 0,004 pt	0,7820%	- 0,673 pt	banques locales	8,25%	31/12/2011	
EURIBOR 3 mois	0,1870%	0,1910%	- 0,004 pt	1,0060%	- 0,819 pt	taux d'intérêt légal	JOFJ		
EURIBOR 6 mois	0,3200%	0,3440%	- 0,024 pt	1,2270%	- 0,907 pt		année 2012	0,71%	08/02/2012
EURIBOR 12 mois	0,5420%	0,5740%	- 0,032 pt	1,5070%	- 0,965 pt		année 2011	0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						Définitions EONIA: Euro OverNight Index Average TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC) TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC) TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
	31/12/2012	30/11/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	
TEMPE	0,0723%	0,0786%	- 0,006 pt	0,4902%	- 0,359 pt	
EURIBOR 1 mois	0,1110%	0,1090%	+ 0,002 pt	0,8110%	- 0,700 pt	
EURIBOR 3 mois	0,1860%	0,1920%	- 0,006 pt	1,0220%	- 0,836 pt	
EURIBOR 6 mois	0,3240%	0,3620%	- 0,038 pt	1,2510%	- 0,927 pt	
EURIBOR 12 mois	0,5490%	0,5890%	- 0,040 pt	1,5260%	- 0,977 pt	
TMO	2,2300%	2,3800%	- 0,150 pt	3,5900%	- 1,360 pt	
TME	2,0300%	2,1800%	- 0,150 pt	3,3900%	- 1,360 pt	
TRBOSP	2,2200%	2,2700%	- 0,050 pt	3,6500%	- 1,430 pt	

évolution des taux d'intérêt en fin de mois									
devise	USD			JPY			GBP		
date	31/12/2012	30/11/2012	31/12/2011	31/12/2012	30/11/2012	31/12/2011	31/12/2012	30/11/2012	31/12/2011
taux JJ	0,100%	0,190%	0,110%	0,093%	0,094%	0,035%	0,470%	0,440%	0,555%
3 mois	0,415%	0,250%	0,680%	0,176%	0,187%	0,140%	0,570%	0,620%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,740%	1,610%	1,870%	0,790%	0,710%	0,980%	1,840%	1,760%	1,980%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2013)			
Prêts aux particuliers	seuil de usure	Description	taux
Prêts immobiliers	5,72%	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	12,19%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,24%
Prêts à taux fixe	5,37%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,05%
Prêts à taux variable	5,79%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,01%
Prêts-relais		Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,61%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,32%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,30%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,89%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	18,95%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,49%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	15,55%	Découverts en compte (1)	13,32%

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	90,4439	1 NZD/XPF	74,3732	1 HKD/XPF	11,6694	1 GBP/XPF	146,2220	
100 JPY/XPF	105,0363	1 AUD/XPF	93,8733	1 SGD/XPF	74,0685	100 VUV/XPF	96,7417	1 FJD/XPF	50,6201